APRÈS LE DISCOURS DE BOUTEFLIKA À SÉTIF

La classe politique réagit

Une fois n'est pas coutume, le discours du président de la République fait l'unanimité. Les partis politiques, même les opposants, considèrent la fin de la légitimité historique comme une nécessité absolue. Ils craignent cependant que l'option ne suscite des résistances au sein même de l'entourage de Bouteflika.

Nordine Aït Hammouda (ancien député RCD) :

«Avec la reine d'Angleterre, Bouteflika est le plus vieux chef d'Etat de la planète. A Sétif, il s'est auto-flagellé. Il reconnaît la fin de la légitimité révolutionnaire tout en oubliant que c'est avec lui que cette légitimité a commencé en 1962 et que ce n'est que cinquante années plus tard qu'il s'en rend compte enfin. Je suis d'accord avec le constat qu'il fait sur la méconnaissance des jeunes de l'histoire mais je n'oublie pas que c'est lui et son chef Boumediène qui ont emprisonné Boudiaf, assassiné Khider, mis en prison Ben Bella et séquestré les corps de Amirouche et de El Haouès.»

Noureddine Bahbouh (président de l'Union des forces sociales et démocrates) :

«Cinquante années après l'indépendance, c'est un discours qui était attendu. Le passage du flambeau est une nécessité absolue. Nous avons une génération qui a cinquante ans et qui n'a jamais été aux commandes du pays. Il n'est jamais trop tard pour bien faire, espérons seulement qu'il n'y aura pas de résistances par rapport à ce discours.»

Sofiane Djilali (président Jil Djadid) :

«C'est la première fois que nous sommes d'accord avec Bouteflika. Nous considérons qu'il est sur la bonne voie pourvu qu'il n'y ait pas de résistances.»

Moussa Touati (président du Front national algérien) :

Photos : Samir Sid

«Le FNA, depuis sa création, a appelé à la fin de la légitimité historique pour le passage du flambeau. Nous considérons que le pouvoir populaire est la seule alternative. le président a raison. Le personnel politique en exercice a atteint ses limites. Le président voit juste et on espère que ceux qui l'entourent partagent le même avis que lui.»

N. I.

ÉCHOS DU SCRUTIN

Votre voix contre un billet gratuit sur l'Algérie

Un citoyen algérien, qui s'était présenté la semaine dernière au consulat de Pantoise pour retirer des papiers administratifs, s'est vu abordé, lui et tous ceux qui attendaient avec lui, par un candidat, tract à la main et informant que tous ceux qui voteront pour sa liste auront droit à un billet gratuit pour l'Algérie et ce, chaque année.

La carte d'électeur au bar du coin

La tête de liste du MJD nous a appelé pour nous «signaler l'inqualifiable», nous a-t-il dit : un consulat de la région parisienne n'a pas trouvé mieux que de remettre à un responsable d'association une masse de cartes d'électeur. Et lorsque ces électeurs venaient s'inquiéter de la non-réception de leur carte, on les renvoyait sur le bar du coin, propriété du chef de cette association.

On scelle bien les urnes

Au consulat de Pantoise, toujours, le candidat d'El Moustakbel n'aurait pas trouvé mieux, nous apprennent certains candidats, que de sceller lui même les urnes, la veille du scrutin. Terrain conquis ? Démasqué, il a dû retirer son scellé.

En zone 2, motion pour invalider le vote de deux bureaux

Grand branle-bas de combat mardi à Marseille, où trois bureaux de vote étaient ouverts aux électeurs. Les bureaux 1 et 2 ont dû subitement fermer pendant plus d'une heure, sous la pression des observateurs des partis concourant. La raison ? 6 à 7 bus, venus on ne sait comment et commandés par on ne sait qui, ont déversé une masse d'électeurs, ce qui a empêché les représentants de partis d'observer ce qui se passait à l'intérieur des bureaux 1 et 2. Mardi soir, nous apprenions qu'une pétition circulait pour ne pas comptabiliser le vote de ces deux bureaux. La pétition aurait reçu l'assentiment de tous les partis, sauf celui du FLN et du RND.

K. B.-A.

PREMIER JOUR DE SCRUTIN POUR LES ALGÉRIENS DE FRANCE

Pas d'engouement, essentiellement des séniors au rendez-vous

A l'ouverture du scrutin mardi, visite à l'ex-siège du consulat général de Paris, transformé en centre de vote pour les résidents de Paris intra-muros. 13 bureaux de vote y ont été ouverts et le seront jusqu'à aujourd'hui (jeudi) pour y accueillir ceux parmi les 71 482 électeurs qui auront décidé de prendre part à la consultation.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

A l'approche de la bâtisse consulaire, aucun rassemblement de foule, deux véhicules de police française tranquillement garés à proximité et seuls quelques volontaires et agents de sécurité du consulat sont aux portes d'entrée.

Une dizaine de citoyens pénètrent le centre en même temps que nous. Aucun attroupement autour des bureaux de vote, une fluidité étonnante, sauf pour un des bureaux consacré à tous ceux qui, inscrits mais n'ayant pas leur carte d'électeur, sont dans l'obligation de faire vérifier leur inscription.

Ambiance pour le moins calme, un calme plat mais cela ne semble pas l'avis du consul général rencontré sur place et qui nous parle «d'engouement». Il y aurait eu, selon ce diplomate, «une chaîne qui aurait fait le tour du quartier jusqu'à la mi-journée». En mi-journée, nous y étions, mais point de file d'attente, même pas de quelques mètres. Les observateurs de partis sont là, dans chaque bureau, et nous disent que les choses se passent normalement. Et ce, jusqu'à ce que l'on rencontre certains qui relèvent que «si là tout se passe bien, il est tout de même curieux de voir qu'à intervalle régulier, les poubelles (bulletins jetés dans les poubelles des isoloirs après le choix des électeurs) sont ramassées par l'administration et enfermées à clef par le chef de centre. A quoi cela rime-t-il ? Que va faire l'administration de ces poubelles ? A ces questionnements, un membre de l'administration s'est d'abord étonné que les partis s'inquiètent du sort de ces poubelles et a répondu qu'elles seront tout simplement brûlées, alors que le consul général n'a pas trouvé, comme son collaborateur, la question incongrue et nous apprend qu'elles ne seront «détruites qu'une fois les résultats du scrutin annoncés».

Autre ambiance : le consulat de Vitry-sur-Seine, qui regroupe encore plus d'électeurs (82 118) que le consulat général. Là, l'on est vraiment dans une journée pas comme les autres. Une très longue file d'attente, interminable, avance vers l'entrée du centre de vote qui regroupe 7 bureaux. Depuis ce matin, ça n'en finit pas, nous assure-t-on. Il est clair que cela fait le bonheur des candidats ou de leurs représentants sur place, mais cela fait aussi le bonheur du consul de Vitry qui considère que l'action de sensibilisation qu'il a entreprise avec son équipe a porté, et, dit-il, il faut le noter, «notre action a seulement consisté à appeler, par voie de presse, radios communautaires et courriers, les citoyens à faire leur devoir, sans immixtion aucune dans leur choix». Le premier de liste du parti Jil Djadid, — Bendali Fatah — rencontré sur place, nous confirmera que globalement l'administration a correctement assuré les tâches qui lui revenaient pour la préparation du scrutin. «Vous savez, le listing que l'on nous a remis est totalement inexploitable. On nous a remis des listes du corps électoral portant juste les noms et prénoms et des numéros pour chaque électeur. Comment voulez-vous que l'on puisse utiliser ce listing ? Aucune adresse n'y figure». C'est là une remarque formulée par de nombreux candidats et au sujet de laquelle ici à Vitry, comme ailleurs, la réponse des autorités est que le contenu de ce listing a été décidé par les autorités à Alger.

Photo : DR

Très peu de jeunes dans les bureaux de vote.

Celles-ci, nous dit-on, ont aussi refusé que les consulats se chargent, comme demandé par certains candidats, de l'envoi par courrier des professions de foi de chaque parti se présentant. Cet ensemble de restrictions paraît incompréhensible pour ceux qui se présentent à cette consultation. Selon eux, cette absence d'aide, ajoutée aux délais très courts de la campagne, fait que les électeurs n'ont pas été touchés.

C'est le moins que l'on puisse dire, en effet, de la méconnaissance quasi générale des candidats par ceux qui sont venus voter.

Nous avons abordé à Vitry près d'une trentaine d'électeurs (essentiellement constitués de vieux retraités, très peu de jeunes) qui, à la porte du bureau de vote, ne savaient ni pour qui voter, ni, pire encore, qui se présentait. Abordée, une femme, la quarantaine, nous explique qu'elle est venue voter «pour remercier Bouteflika de lui avoir permis, elle dont le mari est étranger, de pouvoir enfin donner la nationalité algérienne à ses enfants». Cette autre dame, d'un âge plus avancé, nous apprend «qu'elle mettra n'importe quel bulletin dans l'urne, l'essentiel est de voter pour l'Algérie».

Près d'elle, un quinquagénaire intervient : «Il va y avoir de la triche mais ça m'est égal, l'essentiel est que ma carte d'électeur soit tamponnée, on ne sait jamais !» La configuration du siège du consulat, déjà pas très fonctionnelle, se révèle tout à fait inadéquate pour ce type d'opérations, surtout si l'affluence est aussi grande que cette matinée du mardi.

Au moment où nous nous apprêtions à quitter Vitry, une altercation, pas la seule, a éclaté entre électeurs dont certains ont fini par traiter cette opération par tous les noms d'oiseaux.

K. B.-A.